

# **SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE**

## **CGT, CFDT, et SUD**

---

### **Déclaration générale au CTP Hygiène et Sécurité du 27 mai 2008**

C'est un contexte difficile que vivent l'Insee et ses agents.

Les attaques gouvernementales incessantes contre les fonctionnaires au niveau de leur pouvoir d'achat, de leurs conditions de retraite, de leur statut, de leur utilité sociale créent un « bruit de fond » déplaisant et démoralisant.

Mais l'Insee en tant qu'institution est aussi sévèrement mis en cause : au niveau de ses travaux, de son indépendance, de sa pertinence. De grandes incertitudes face à l'avenir de l'ensemble du système statistique public ne créent pas les conditions d'un travail dans la sérénité.

En interne, l'effet positif lié au lancement du nouveau recensement s'estompe, et les facteurs de mal-être s'accroissent :

- baisse brutale des effectifs ;
- abandon de l'orientation de renforcer les statistiques régionales et locales ;
- réorganisations successives empilées qui démotivent les agents ;
- inégalité de revalorisation indemnitaire insupportable entre cadres et agents ;
- multiplication d'indicateurs déconnectés de la réalité vécue du personnel ;
- Suppressions de travaux imposées aux agents.
- Etc.

Oui, un sérieux malaise existe ...

Dans ce contexte, le dossier hygiène et sécurité et conditions de travail est fondamental. Il permet de prendre en compte concrètement les effets du travail sur les agents. Il est un des derniers lieux d'anticipation des conséquences sur les personnels des décisions prises par les directions nationale et locales de l'Insee.

Nous sommes très attentifs à la façon dont vous prendrez en charge ce dossier aujourd'hui, lors de ce CTP. Il sera pour les organisations syndicales un indice très important de l'attention que la nouvelle direction entend apporter à la vie réelle et quotidienne des agents de l'Insee. Nous parlons de tous les agents de l'Insee, titulaires, contractuels, vacataires-enquêteurs, ainsi que de tous ceux qui viennent dans nos établissements réaliser la maintenance de nos infrastructures, l'entretien de nos locaux ou assurer notre sécurité.

Les textes réglementaires concernant les questions d'hygiène et de sécurité forment un ensemble imposant. Leur connaissance demande un investissement considérable. Leur application est complexe. Mais sans volonté politique, nous savons qu'il n'y a pas de politique authentique dans le domaine de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail.

Or aujourd'hui la continuité de ce dossier est menacée, puisque le responsable de la CTAS va quitter ses fonctions rapidement. A cette date, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour son remplacement dans la période de recouvrement nécessaire.

Depuis plus de 10 ans que l'Institut s'est engagé dans la prise en compte de l'ergonomie, le résultat est là. L'ergonomie est présente à chaque fois qu'il est question de conditions de travail, d'insertion et de préconisation pour l'organisation du travail.

La dynamique engagée est un acquis que l'Institut ne peut délaisser.

De l'investissement et de la personnalité de la ou du nouveau responsable dépendra la continuité d'un travail en profondeur sur ces questions ou le choix de réduire l'hygiène et la sécurité à un cache-misère.

Vous êtes devant un choix qui engage tout l'Insee.

La réputation d'excellence de l'Insee dans ces domaines, au sein de l'ensemble ministériel couvert par la DPAEP, est justifiée. Ensemble, maintenons-la !